ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 février 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'octroi des prestations familiales aux détenus", a donné le 10 mars 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving eerste kamer, de 23e februari 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de toekenning van gezinsbijslag aan gedetineerden", heeft de 10e maart 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi tend à octroyer des prestations familiales aux détenus.

Le mot "détenu" soulève une première difficulté.

L'exposé des motifs souligne, en effet, qu'il doit être interprété de manière extensive et qu'il vise toutes les catégories de détenus, prévenus, accusés ou condamnés, et les personnes internées par application de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, ou de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité; on peut sans doute y ajouter l'hypothèse de la détention pour mise en observation.

Si telle est l'intention du Gouvernement, il serait préférable de préciser dans un article 1er quel est effectivement le champ d'application de la loi.

D'autre part, afin d'éviter la répétition fréquente de références aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et à l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 qui étend le régime des allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, il paraît utile de donner dans le même article une définition des expressions "régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés" et "régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants", qui seront employées dans les textes proposés.

L'alinéa 1er de l'article 1er définit en réalité le but du projet.

.../...

Par celui-ci, le Gouvernement entend donner aux détenus - au sens de ce mot selon l'exposé des motifs - le droit à des prestations familiales qui seront soit celles qui sont prévues par le régime des travailleurs indépendants si, au jour de leur incarcération, c'était ce régime qui était applicable aux intéressés, soit des prestations familiales pour travailleurs salariés si, au jour de leur incarcération, les détenus avaient droit pour leurs enfants à des allocations familiales accordées à des taux et conditions au moins aussi favorables que ceux qui sont prévus par le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés.

Ce dernier point appelle une précision : certaines personnes bénéficient, en effet, d'un régime de prestations familiales qui est plus favorable que celui qui est déterminé par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés; elles bénéficient, en effet, d'allocations familiales plus importantes ou des prestations familiales pour travailleurs salariés et d'un supplément qui est accordé en vertu d'un texte légal ou réglementaire. Tel est, par exemple, le cas des agents de l'Etat qui bénéficient des prestations familiales pour travailleurs salariés en vertu des lois coordonnées et de suppléments prévus par l'arrêté du Régent du 16 mars 1950.

Dans ce cas, et l'exposé des motifs ne laisse aucun doute à cet égard, l'intention du Gouvernement est de n'accorder par le présent projet que des allocations familiales égales aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Le texte proposé sous l'article 2 précise cette intention.

+

.../...

Le texte du projet emploie les mots "bénéficient ou sont en droit de bénéficier des allocations familiales".

L'intention du Gouvernement est, en effet, de donner aux détenus le droit à des prestations familiales si leurs enfants bénéficiaient effectivement, au jour de l'incarcération, de prestations familiales ou si les détenus remplissaient les conditions d'octroi de semblables prestations et si, d'autre part, leurs enfants avaient répondu aux conditions d'octroi.

Ainsi, par exemple, le travailleur salarié sans enfants qui aurait un enfant au cours de sa détention aura droit aux prestations familiales prévues par le régime des travailleurs salariés s'il remplissait, au jour de son incarcération, les conditions d'octroi de ces prestations.

Pour traduire cette idée, l'alinéa 1er de l'article 1er du projet emploie les mots "conservent le droit au bénéfice des prestations familiales"; cette expression pourrait être remplacée par un texte plus précis.

L'article 1er, alinéa 2, du projet vise un cas bien déterminé.

L'article 51, alinéa 2, des lois coordonnées, par exemple, prévoit que "à chaque travailleur, il est tenu compte de ses enfants propres, de ceux de son conjoint, des enfants communs des époux, des enfants naturels reconnus ou dans l'acte de naissance desquels le nom de la mère se trouve mentionné, ainsi que des enfants dont le travailleur assume la charge principale".

.../...

On pourrait craindre qu'une interprétation littérale des mots "enfants dont le travailleur assume la charge principale" exclue ces enfants dès le jour de l'incarcération du détenu étant donné que dans la plupart des cas, le travailleur n'assumera plus en fait la charge principale de ses enfants dès son incarcération.

Il est certain en tout cas que des difficultés peuvent naître pour les enfants recueillis dans le ménage du travailleur après son incarcération pour lesquels le travailleur ne bénéficiait pas d'allocations familiales au jour de son incarcération alors qu'il en assumait pourtant la charge principale, par exemple lorsque les conditions d'âge sont modifiées.

C'est précisément d'ailleurs le premier de ces cas qui est visé par l'article 1er, alinéa 4, du projet.

Ce texte prévoit que lorsque des enfants sont recueillis dans le ménage du travailleur au cours de sa détention, le Ministre de la Justice peut, dans des cas dignes d'intérêt, accorder des dérogations à l'article 1er, alinéa 2, "sur avis de la commission des allocations familiales".

Si le Gouvernement peut conférer cette compétence d'avis à la commission des allocations familiales, il convient toutefois d'observer que chaque fois que les lois coordonnées, ou l'arrêté royal organique confient une compétence d'avis sur un cas particulier, c'est à la commission consultative du contrôle et du contentieux.

.../...

La commission des allocations familiales a principalement pour mission de donner des avis sur les arrêtés d'exécution des lois coordonnées ou de l'arrêté royal organique, alors que la commission consultative du contrôle et du contentieux a plus particulièrement pour mission de se prononcer à titre consultatif sur toute question d'interprétation des lois coordonnées ou de l'arrêté organique et que de nombreuses dispositions particulières lui confèrent le pouvoir de donner des avis au Ministre sur des dérogations à la loi, dans des cas particuliers. (L'article 52 prévoit que le Ministre peut, sur avis conforme de la commission consultative du contrôle et du contentieux, déroger à l'article 51, alinéa 3, qui dispose que les allocations familiales ne sont pas dues en faveur des enfants élevés en dehors du Royaume).

Il serait, dès lors, plus normal de donner la compétence d'avis prévue à l'article 1er, alinéa 4, du projet, à la commission consultative du contrôle et du contentieux.

D'autre part, il convient enfin de souligner que, en réalité, cet alinéa 4 constitue une dérogation au

.../...

principe énoncé à l'alinéa 2 et il serait, dès lors, souhaitable de grouper ces deux dispositions sans insérer entre elles la dérogation prévue à l'alinéa 3.

Ce dernier alinéa constitue de son côté une dérogation à l'alinéa 1er.

En effet, il pourrait se faire qu'au moment de son incarcération, un détenu ne remplisse plus les conditions d'octroi de prestations familiales quelconques parce qu'il a cessé toute activité.

La disposition analysée ici a pour objet de permettre aux enfants de ce détenu de bénéficier des prestations familiales prévues par le projet si l'intervalle séparant le dernier jour auquel des prestations familiales leur étaient attribuées et le jour de la détention ne dépasse pas 12 jours ouvrables.

Ce texte est trop restrictif car il ne vise que le cas où des prestations familiales étaient effectivement attribuées au travailleur. Or, l'intention du Gouvernement est de faire bénéficier de cette dérogation non seulement les enfants à qui des allocations familiales auraient été attribuées si le travailleur n'avait pas cessé son activité au jour de sa détention, mais encore les enfants à qui des allocations familiales auraient été attribuées s'ils avaient rempli les conditions d'octroi relatives aux enfants bénéficiaires.

Le texte proposé réalise mieux les intentions du Gouvernement.

+

.../...

L'article 2 du projet donne à celui-ci un caractère purement supplétif en ce sens que le Gouvernement entend que les prestations familiales prévues par le projet ne soient accordées que si aucune prestation familiale ne peut être attribuée aux enfants du chef du même attributaire ou d'un autre attributaire.

Le texte ne réalise pas complètement cette intention.

En effet, l'article 2, alinéa ler, a, prévoit, par exemple, que les dispositions de l'article ler ne sont pas applicables lorsque des prestations familiales au moins égales sont dues en vertu du régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés ou du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants.

Mais l'article 60 des lois coordonnées et l'article 114 de l'arrêté organique du 22 décembre 1938 rendent d'autre part impossible l'octroi d'allocations familiales pour travailleurs salariés ou pour travailleurs indépendants si les enfants peuvent bénéficier d'autres prestations familiales.

Ainsi, si le texte du projet était maintenu, on risquerait de se trouver devant une antinomie et toute allocation familiale quelconque pourrait être refusée aux enfants, chacun des régimes d'allocations familiales se refusant à intervenir en leur faveur.

.../...

Deux solutions peuvent être prises en considération :

1° modifier chacune des lois ou chacun des arrêtés particuliers;

2° ou rédiger le présent article en termes précis excluant toute ambiguïté.

C'est à cette dernière solution qu'il faut donner la préférence car elle est la plus simple.

Il faut pourtant régler un cas particulier : il pourrait se faire, en effet, qu'au moment de sa privation de sa liberté un détenu se voie attribuer des allocations familiales pour travailleur salarié mais que les enfants puissent, d'autre part, bénéficier à partir du même jour d'allocations familiales pour travailleur indépendant parce que la mère exerce une activité répondant aux conditions d'octroi de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938.

L'intention du Gouvernement est, dans ce cas, d'accorder à ces enfants la différence entre les prestations familiales calculées aux taux prévus par le régime des travailleurs salariés et les prestations familiales calculées aux taux pour travailleurs indépendants.

Le texte proposé tiendra compte de cette observation.

+

Il est proposé de remplacer les articles ler et 2 du projet par les articles suivants qui correspondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées par le délégué de celui-ci, et qui lui ont été soumis:

"Article ler.-

On entend au sens de la présente loi:

1° par "détenus" : les personnes privées de leur liberté en vertu d'une condamnation, d'une mesure de détention préventive ou d'une décision prise en vertu de la loi du ler juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude ou de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité;

2° par "régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés" : le régime prévu par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ;

3° par "régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants" : le régime prévu par l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 qui étend le régime des allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Article 2.-

Le détenu à qui, le jour où il est privé de sa liberté, des prestations familiales sont ou auraient pu être attribuées soit en application du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants, soit à des taux et conditions au moins aussi favorables que ceux qui sont prévus par le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés, a droit aux prestations familiales aux taux et conditions fixés soit par le régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants, soit par le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

.../...

Article 3.-

Si le droit aux prestations familiales est subordonné à la condition que le travailleur assume la charge de l'enfant, sont censés remplir cette condition les enfants qui sont à charge du détenu le jour où il est privé de sa liberté.

Toutefois, sur avis de la commission consultative du contrôle et du contentieux, le Ministre de la Justice peut, dans les cas dignes d'intérêt, décider que l'enfant recueilli dans le ménage du détenu au cours de sa détention répond à la condition prévue à l'alinéa 1er.

Article 4.-

Le détenu bénéficie de la présente loi si l'intervalle entre le jour où il est privé de sa liberté et le dernier jour qui a donné ou qui aurait pu donner lieu à l'octroi de prestations familiales ne dépasse pas 12 jours ouvrables.

Article 5.-

Les prestations familiales prévues par la présente loi n'ont qu'un caractère supplétif. Elles ne sont pas attribuées pour les enfants qui peuvent bénéficier de prestations familiales en vertu d'une loi, d'un arrêté, d'un règlement ou d'une convention internationale. La présente loi n'est pas prise en considération pour l'application de ceux de ces textes qui subordonneraient le bénéfice de leurs dispositions, à la condition que les intéressés ne bénéficient pas d'un autre régime de prestation familiale.

.../...

Toutefois, si le jour où le détenu est privé de sa liberté, des prestations familiales sont ou auraient pu être attribuées à ces enfants à des taux et conditions au moins aussi favorables que ceux qui sont prévus par le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés et si les prestations familiales du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants peuvent être attribuées à ces enfants à partir de ce jour, ceux-ci bénéficient de la différence entre ces deux régimes.

En tout cas, il ne peut être attribué aux enfants du détenu des prestations familiales à des taux et conditions plus favorables que ceux qui étaient ou auraient pu leur être appliqués au jour de la privation de sa liberté."

\+

\+ \+

Article 3 du projet (qui deviendrait l'article 6).

A l'article 3, alinéa 1er, du projet, il convient de remplacer les mots "au moment de son incarcération" par les mots "au jour de la privation de sa liberté".

Articles 4 et 5 du projet.

Ces articles, qui deviendraient les articles 7 et 8, n'appellent pas d'observation.

.../...

Article nouveau à insérer.

Le vote du présent projet entraînera l'abrogation implicite des articles 41, alinéa 2, j, et 57bis, alinéa 1er, 2°, d, des lois coordonnées.

Ces textes, qui ont été insérés le premier par l'arrêté royal du 4 septembre 1963, en vertu d'une habilitation donnée au Roi par l'article 41, alinéa 4, le second par la loi du 27 mars 1951, sont relatifs aux journées assimilées et prévoient que sont comprises parmi celles-ci les journées de détention préventive qui ne sont pas suivies d'une condamnation coulée en force de chose jugée.

L'intention du Gouvernement étant bien d'abroger ces dispositions, il est proposé d'insérer dans le projet un article qui deviendrait l'article 9 et qui serait rédigé comme suit :

"Article 9.-

Sont abrogés :

1° l'article 41, alinéa 2, j, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1963;

2° l'article 57bis, alinéa 1er, 2°, d, des mêmes lois, inséré par la loi du 27 mars 1951".

Article 7 du projet.

L'article 7 doit être omis.

En vertu de l'article 67 de la Constitution, le Roi est chargé de l'exécution des lois.

Het ontwerp van wet strekt tot toekenning van gezinsbijslag aan "gedetineerden".

De term "gedetineerde" levert een eerste moeilijkheid op.

De memorie van toelichting wijst erop, dat hij "in ruime zin" moet worden opgevat en slaat op "alle categorieën van gedetineerden : verdachten of beklaagden, veroordeelden en diegenen die geïnterneerd zijn op grond van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers of van de wet van 27 november 1891 tot beteugeling van landloperij en bedelarij". Hechtenis wegens inobservatiestelling mag hier wel aan toegevoegd worden.

Als dat de bedoeling van de Regering is, ware het verkieslijk, in een artikel 1 de eigenlijke werkingssfeer van de wet te omschrijven.

Om niet voortdurend te moeten verwijzen naar de gecoördineerde wetten betreffende de kindertoeslagen voor de loonarbeiders en naar het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkenden, geve men in hetzelfde artikel een definitie van de termen "kinderbijslagregeling voor werknemers" en "kinderbijslagregeling voor zelfstandigen", die in de voorgestelde teksten zullen worden gebruikt.

Het eerste lid van artikel 1 geeft in feite het doel van het ontwerp aan.

.../...

De Regering bedoelt aan de gedetineerden - zoals de memorie van toelichting dat woord verstaat - het recht te verlenen op gezinsbijslag, namelijk ofwel de bijslag volgens de regeling voor zelfstandigen, als dat de regeling was waaronder zij op de dag van hun opsluiting vielen, ofwel de gezinsbijslag voor werknemers, als de gedetineerden, op diezelfde dag, voor hun kinderen recht hadden op kinderbijslag volgens bedragen en onder voorwaarden die ten minste even gunstig waren als in de kinderbijslagregeling voor werknemers.

Over dat laatste punt nog het volgende : sommige genieten een gunstiger gezinsbijslagregeling dan de regeling van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers; zij ontvangen namelijk hogere kinderbijslag, of gezinsbijslag voor werknemers, met een toeslag krachtens een wets- of verordeningstekst. Dat is bijvoorbeeld het geval met de Rijksambtenaren, die gezinsbijslag voor werknemers ontvangen krachtens de gecoördineerde wetten, en toeslagen, bepaald in het besluit van de Regent van 16 maart 1950.

In dat geval - de memorie van toelichting laat daarover geen twijfel bestaan - bedoelt de Regering met het ontwerp alleen kinderbijslag toe te kennen die evenveel bedraagt als de kinderbijslag voor werknemers.

De onder artikel 2 voorgestelde tekst brengt die bedoeling tot uiting.

+

.../...

Het ontwerp gebruikt de formule "kinderbijslag genieten of daarop aanspraak hebben".

De Regering wil de gedetineerden namelijk het recht op gezinsbijslag verlenen, als hun kinderen op de dag van de opsluiting werkelijk gezinsbijslag genoten, of als zij zelf aan de voorwaarden voor toekenning van zodanige bijslag voldeden en als ook hun kinderen aan de toekenningsvereisten hadden voldaan.

De kinderloze werknemer bijvoorbeeld, wie een kind geboren wordt tijdens zijn hechtenis, zou recht hebben op de gezinsbijslag volgens de regeling voor werknemers, als hij op de dag van zijn opsluiting de voorwaarden vervulde om die bijslag te ontvangen.

Het eerste lid van artikel 1 in het ontwerp wil die gedachte tot uiting brengen met de woorden : "behouden het recht op de uitkering van de gezinsbijslag"; er is een nauwkeuriger formule denkbaar.

In artikel 1, tweede lid, van het ontwerp is aan een welbepaald geval gedacht.

Artikel 51, tweede lid, van de gecoördineerde wetten bijvoorbeeld bepaalt : "Voor iedere arbeider wordt rekening gehouden met zijn eigen kinderen, met die van zijn echtgenoot, met de gemeenschappelijke kinderen van de echtelingen, met de erkende onechtelijke kinderen of met deze waarvan de geboorteakte de naam van de moeder vermeldt, alsook met de kinderen welke de arbeider hoofdzakelijk ten laste heeft".

.../...

Er kan worden gevreesd, dat de woorden "kinderen welke de arbeider hoofdzakelijk ten laste heeft", naar de letter uitgelegd, erop neerkomen dat die kinderen uitgesloten worden vanaf de dag van de opsluiting van de werknemer, die immers van dat moment af doorgaans zijn kinderen niet meer "hoofdzakelijk ten laste heeft".

Vaststaat, dat moeilijkheden kunnen ontstaan voor kinderen die in het gezin van de werknemer worden opgenomen na diens opsluiting, en voor wie hij op de dag van die opsluiting geen bijslag ontving, terwijl hij ze nochtans "hoofdzakelijk ten laste had" - bijvoorbeeld wanneer de voorwaarden inzake leeftijd worden gewijzigd.

Juist het eerste van die gevallen trouwens heeft artikel 1, vierde lid, van het ontwerp op het oog.

Die tekst bepaalt dat de Minister van Justitie, wanneer in het gezin van de werknemer gedurende diens opsluiting kinderen worden opgenomen, "in belangwekkende gevallen" afwijkingen van artikel 1, tweede lid, kan toestaan "op advies van de commissie voor kinderbijslag".

Nu mag de Regering die adviesbevoegdheid wel aan de commissie voor kinderbijslag opdragen; maar er moge worden opgemerkt dat de gecoördineerde wetten of het organiek koninklijk besluit, telkens als zij adviesbevoegdheid in een bijzonder geval verlenen, dat doen aan de commissie van advies inzake controle en betwiste zaken.

.../...

De "commissie voor gezinsvergoedingen" heeft voornamelijk tot taak, advies te geven over besluiten tot uitvoering van de gecoördineerde wetten of van het organiek koninklijk besluit; de commissie van advies inzake controle en betwiste zaken van haar kant heeft meer bepaald tot opdracht, "met het inzicht raad te geven, uitspraak te doen omtrent al de vragen om interpretatie" van de gecoördineerde wetten of van het organiek besluit, en bezit krachtens een aantal bijzondere bepalingen de bevoegdheid om de Minister van advies te dienen over afwijkingen van de wet in bijzondere gevallen (artikel 52 bepaalt dat de Minister, op eensluidend advies van de commissie van advies inzake controle en betwiste zaken, kan afwijken van artikel 51, derde lid, hetwelk bepaalt dat geen kinderbijslag verschuldigd is ten bate van de buiten het Rijk opgevoede kinderen).

Het zou dus meer in de rede liggen, dat de in artikel 1, vierde lid, van het ontwerp bedoelde adviesbevoegdheid verleend wordt aan de commissie van advies inzake controle en betwiste zaken.

Datzelfde vierde lid, ten slotte, wijkt eigenlijk af van het beginsel van het tweede lid; die twee bepalingen kunnen dan ook beter worden samengebracht, zonder onderbroken te worden door de in het derde lid neergelegde afwijking.

Dit derde lid is zelf een afwijking van het eerste.

Het kan immers zijn dat een gedetineerde de dag dat hij wordt opgesloten niet meer voldoet aan de voorwaarden tot toekenning van enige gezinsbijslag, omdat hij iedere werkzaamheid heeft stopgezet.

.../...

De hier onderzochte bepaling wil de kinderen van de gedetineerde in aanmerking doen komen voor de in het ontwerp bepaalde gezinsbijslag als niet meer dan 12 werkdagen verlopen zijn tussen de laatste dag waarop hun gezinsbijslag werd uitgekeerd en de dag van de opsluiting.

Die tekst is te eng, want hij beoogt alleen het geval dat werkelijk gezinsbijslag was toegekend aan de werknemer. Maar de bedoeling van de Regering is nu juist, dat die afwijking niet alleen zal gelden voor kinderen aan wie kinderbijslag zou zijn verleend als de werknemer zijn werkzaamheid niet had stopgezet op de dag van zijn opsluiting, maar ook voor kinderen aan wie kinderbijslag zou zijn verleend als zij voldeden aan de toekenningsvoorwaarden betreffende de gerechtigde kinderen.

De voorgestelde tekst geeft de bedoelingen van de Regering beter weer.

+

Door artikel 2 wordt het ontwerp zuiver suppletoir, in die zin dat de Regering de in het ontwerp bedoelde gezinsbijslag alleen wenst toe te kennen als aan de kinderen geen gezinsbijslag kan worden verleend uit hoofde van dezelfde of van een andere verkrijger.

Dat doel wordt met de tekst van het ontwerp niet geheel bereikt.

Zo bepaalt artikel 2, eerste lid, a, dat het bepaalde in artikel 1 niet van toepassing is wanneer een ten minste gelijke gezinsbijslag verschuldigd is krachtens de kinderbijslagregeling voor werknemers of de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen.

.../...

Maar op grond van artikel 60 van de gecoördineerde wetten en van artikel 114 van het organiek besluit van 22 december 1938 is het onmogelijk, kinderbijslag voor werknemers of zelfstandigen toe te kennen als de kinderen andere gezinsbijslag kunnen genieten.

Wordt de tekst van het ontwerp behouden, dan bestaat er gevaar voor antinomie en zou aan de kinderen iedere kinderbijslag kunnen worden geweigerd, omdat geen van de kinderbijslagregelingen in hun voordeel zou werken.

Twee oplossingen kunnen worden overwogen :

1° elk van de wetten of besluiten afzonderlijk wijzigen;

2° dit artikel in zodanige bewoordingen stellen, dat alle dubbelzinnigheid uitgesloten is.

Aan deze laatste oplossing, de eenvoudigste, moet de voorkeur worden gegeven.

Toch blijft een bijzonder geval te regelen. Het kan zijn dat aan een gedetineerde, bij zijn vrijheidsberoving, kinderbijslag voor werknemers wordt toegekend, maar dat de kinderen vanaf dezelfde dag kinderbijslag voor zelfstandigen kunnen genieten omdat de moeder een werkzaamheid uitoefent overeenkomstig de toekenningsvoorwaarden van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938.

In dat geval wenst de Regering, dat aan die kinderen wordt toegekend het verschil tussen de gezinsbijslag, berekend overeenkomstig de tarieven van de regeling voor werknemers, en de gezinsbijslag, berekend volgens de tarieven voor zelfstandigen.

.../...

In de hierna voorgestelde tekst wordt met die opmerking rekening gehouden.

+

Voorgesteld wordt, de artikelen 1 en 2 van het ontwerp te vervangen door de volgende tekst, die de bedoeling van de Regering weergeeft zoals die door haar gemachtigde is uiteengezet. Deze tekst is hem voorgelegd:

"Artikel 1.-

In de zin van deze wet wordt verstaan onder :

1° "gedetineerde" : hij die van zijn vrijheid is beroofd op grond van een veroordeling, een maatregel tot voorlopige hechtenis of een beslissing genomen krachtens de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers dan wel krachtens de wet van 27 november 1891 tot beteugeling van landloperij en bedelarij;

2° "kinderbijslagregeling voor werknemers" : de regeling bepaald in de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers;

3° "kinderbijslagregeling voor zelfstandigen" : de regelin bepaald in het organiek koninklijk besluit van 22 decem ber 1938 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkenden.

Artikel 2.-

De gedetineerde aan wie, de dag dat hij van zijn vrijheid wordt beroofd, gezinsbijslag wordt of had kunnen worden toegekend, hetzij krachtens de kinderbijslagregelin voor zelfstandigen, hetzij volgens bedragen en onder voorwaarden die ten minste even gunstig zijn als die van de kinderbijslagregeling voor werknemers, heeft recht op gezinsbijslag volgens de bedragen en onder de voorwaarden, bepaald hetzij in de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen, hetzij in de kinderbijslagregeling voor werknemers

.../...

Artikel 3.-

Als aan het recht op gezinsbijslag de voorwaarde verbonden is, dat de werknemer het kind ten laste heeft, worden geacht aan die voorwaarde te voldoen de kinderen die ten laste van de gedetineerde zijn de dag dat hij van zijn vrijheid wordt beroofd.

In behartenswaardige gevallen echter kan de Minister van Justitie, op advies van de commissie van advies inzake controle en betwiste zaken, beslissen dat het kind, dat in het gezin van de gedetineerde opgenomen wordt terwijl hij van zijn vrijheid is beroofd, de in het eerste lid bepaalde voorwaarde vervult.

Artikel 4.-

De gedetineerde komt voor deze wet in aanmerking als niet meer dan 12 werkdagen verlopen zijn tussen de dag dat hij van zijn vrijheid beroofd werd en de laatste dag waarvoor gezinsbijslag toegekend is of had kunnen zijn.

Artikel 5.-

De in deze wet bepaalde gezinsbijslag is zuiver suppletoir. Hij wordt niet verleend voor kinderen die gezinsbijslag kunnen genieten krachtens een wet, een besluit, een verordening of een internationale overeenkomst. Met deze wet wordt geen rekening gehouden voor de toepassing van die van genoemde teksten die mochten voorschrijven dat zij die voor hun bepalingen in aanmerking wensen te komen, dit alleen kunnen doen als zij geen andere gezinsbijslagregeling genieten.

Als echter, op de dag dat de gedetineerde van zijn vrijheid wordt beroofd, aan die kinderen gezinsbijslag wordt of had kunnen worden toegekend volgens bedragen en onder voorwaarden die ten minste even gunstig zijn als die van de kinderbijslagregeling voor werknemers, en als de gezinsbijslag volgens de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen vanaf die dag aan die kinderen kan worden toegekend, genieten deze het verschil tussen beide regelingen.

In geen geval mag aan de kinderen van de gedetineerde gezinsbijslag worden verleend volgens bedragen en onder voorwaarden die gunstiger zijn dan die welke op de da van de vrijheidsberoving op hen werden of hadden kunnen worden toegepast".

\+

\+ \+

Artikel 3 van het ontwerp (dat artikel 6 wordt).

In artikel 3, eerste lid, van het ontwerp vervange men de woorden "bij zijn opsluiting" door "de dag dat hij van zijn vrijheid is beroofd" .

Artikelen 4 en 5 van het ontwerp.

Bij deze artikelen, die de artikelen 7 en 8 word zijn geen opmerkingen te maken.

In te voegen artikel.

De goedkeuring van het ontwerp zal stilzwijge opheffing van de artikelen 41, tweede lid, j, en 57b eerste lid, 2°, d, van de gecoördineerde wetten tot gevolg hebben.

Die teksten zijn ingevoegd, de eerste door het koninklijk besluit van 4 september 1963, krachtens een door artikel 41, vierde lid, aan de Koning verleende machtiging, de tweede door de wet van 27 maart 1951; beide hebben betrekking op de gelijkgestelde dagen, waartoe zij rekenen "de dagen van voorlopige hechtenis welke niet wordt gevolgd door een in kracht van gewijsde gegane veroordeling".

De Regering bedoelt wel degelijk, die bepalingen op te heffen. Daarom wordt voorgesteld, in het ontwerp een artikel 9 in te voegen, als volgt :

"Artikel 9.-

Opgeheven worden :

1° artikel 41, tweede lid, j, van de gecoördineerde wetten betreffende de kindertoeslagen voor de loonarbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 september 1963 ;

2° artikel 57bis, eerste lid, 2°, d, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1951".

Artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 7 moet vervallen.

Krachtens artikel 67 van de Grondwet is de Koning belast met de uitvoering van de wetten.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. L. DUCHATELET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DUCHATELET, substitu

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.